



**HAL**  
open science

# 1914-1918. Le renseignement français dans la première guerre mondiale

Olivier Forcade

► **To cite this version:**

Olivier Forcade. 1914-1918. Le renseignement français dans la première guerre mondiale. Colloque international "Espionnage et renseignement pendant la Première Guerre mondiale", Olivier Forcade; Maurice Vaïsse, Nov 2014, Paris, France. hal-04008917

**HAL Id: hal-04008917**

**<https://hal.science/hal-04008917>**

Submitted on 13 Mar 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



**HAL**  
open science

# 1914-1918. Le renseignement français dans la première guerre mondiale

OLIVIER FORCADE

► **To cite this version:**

OLIVIER FORCADE. 1914-1918. Le renseignement français dans la première guerre mondiale. Espionnage et renseignement pendant la Première Guerre mondiale, Olivier Forcade; Maurice Vaisse, Nov 2014, Paris, France. hal-04008917

**HAL Id: hal-04008917**

**<https://hal.science/hal-04008917>**

Submitted on 13 Mar 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## *1914- 1918. Le renseignement français pendant la Première Guerre mondiale*

Olivier Forcade

La guerre de 1914-1918 commence par un attentat terroriste à Sarajevo qui déjoue l'action des services secrets européens : l'échec du renseignement signait-il l'entrée dans la modernité politique ? Nouveauté de la guerre, surprise d'une guerre nouvelle appelée à durer forçant les Etats à mobiliser leurs ressources d'une manière inédite en intensité : il en va ainsi de « l'Etat secret », ensemble d'institutions, de ressources humaines et de technologies d'écoutes, considéré dans un cadre juridique étroit en 1914 et qui ne fut complété qu'après la guerre, notamment pour criminaliser les délits d'espionnage<sup>1</sup>.

Depuis la guerre franco-prussienne de 1870-1871 et l'Affaire Dreyfus, l'espionnage a mauvaise presse. Entre subversion étrangère et autosubversion nationale, des affaires d'espionnage troublent régulièrement l'opinion publique, à la faveur de crises internationales. Et certaines formations politiques, à l'instar de l'Action française en 1913-1914, voient des espions allemands et italiens partout, prompts à déceler des messages codés au dos des affiches publicitaires de la société Maggi-Kub qui avèreraient l'invasion du territoire national. La déclaration de guerre de l'Allemagne à la France surprend le renseignement français qui n'a anticipé ni la crise de juillet 1914 ni le déroulement de l'été 1914<sup>2</sup>.

Autant que la place du renseignement dans la culture stratégique française, l'enjeu est celui de l'adaptation des structures de renseignement à la guerre qui vient (I) et des pratiques d'espionnage en 1914-1918 comme du rôle croissant de l'information, notamment de la censure et de la propagande, qui plonge les Etats dans la guerre totale (II). Dans le domaine de la guerre économique, le renseignement s'articule tout particulièrement à la mise en œuvre du blocus allié contre les empires centraux (III).

---

<sup>1</sup> Bertrand Warusfel, *Contre-espionnage et protection du secret*, Panazol, Lavauzelle, 2000 ; Sébastien Laurent, *Politiques de l'ombre. Etat, renseignement et surveillance en France*, Paris, Fayard, 2009, p. 521 sq sur la délimitation juridique du secret dans l'espace public avant 1914 ; Olivier Forcade, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, Paris, NME, 2008, p. 79-97 sur l'espionnage et le droit à compter de la guerre.

<sup>2</sup> On se permet de renvoyer à notre étude, « L'Action française contre l'espionnage allemand : une rhétorique de la trahison », in *Le Temps des médias. Revue d'histoire*, n° 16, printemps 2011, p. 9-18 et Charles Dupont, *Mémoires du chef des services secrets de la Grande Guerre*, présentés et annotés par Olivier Lahaie, Paris, Histoire et Collections, 2014, 296 p.

## *1 Les structures du renseignement et la stratégie à l'épreuve de la guerre totale*

En septembre 1914, après la bataille de la Marne, le général Buat (1868-1923), devenu en 1920 chef d'état-major de l'Armée, exprimait sa conviction. « Si la décision est lente, j'en attribue la faute au 2<sup>e</sup> bureau. Constitué avec une majorité d'officiers ayant appartenu au service de renseignements, ce bureau –par profession- n'admet la réalité d'un fait que lorsque il a été recoupé par une série de comptes rendus. Mais, alors, quand le fait est reconnu, il est déjà périmé, il est trop tard pour y parer ; nous suivons le jeu alors qu'il faudrait le devancer<sup>3</sup>. »

C'était omettre, sans doute, le fait que l'Etat secret, au sens des trois corps du renseignement militaire, policier et diplomatique, organisait déjà une première économie de coopérations ponctuelles, d'échanges d'information dans des procédures judiciaires et, parfois, d'action conjointe entre ces fonctionnaires. Pourtant, les administrations intéressées directement ou indirectement au secret de l'Etat ne forment alors, à aucun instant, une communauté d'action<sup>4</sup>. Depuis 1899, la réorganisation de l'appareil de renseignement consécutive à l'Affaire Dreyfus, marque un tournant décisif, et bien connu, dans l'organisation institutionnelle et administrative du renseignement. A preuve, il n'y a pas d'organisation propre du renseignement en temps de crise nationale ou internationale qui ferait remonter le renseignement vers les plus hautes autorités civiles de l'Etat pour irriguer la décision publique aux fins de l'action politique : c'est bien le cas de la crise de l'été 1914 au point de vue des décideurs publics car la protection du secret fait encore obstacle à sa diffusion au sein de l'appareil d'Etat en France. Renseignement politique, renseignement militaire, renseignement diplomatique cohabitent dans la République : il n'y a pas de politique publique du renseignement, l'état de siège fut-il déclaré comme il l'a été le 4 août 1914.

Serait-ce la faiblesse des institutions publiques de la Troisième République ? Il y a bien une amorce de coopérations judiciaires dans les crises publiques ou nationale, mais le

---

<sup>3</sup> Bibliothèque de l'Institut, Fonds du Général Edmond Buat, II (5391) 1918-1923, *Carnets*, et Général Edmond Buat, *Journal 1914-1923*, édités et annotés par Frédéric Guelton, Paris, Perrin, 2015, p. 19-54.

<sup>4</sup> Olivier Forcade, Sébastien Laurent, *Secret d'Etat. Pouvoirs et renseignement dans les pays occidentaux*, Paris, Colin, 2005, p. 25-33.

renseignement n'est pas pensé comme étant un outil stratégique, une clef de voûte de la Défense nationale. Surtout, le *continuum* entre police de contre-espionnage, défense nationale et sûreté nationale est imparfaitement initialisé sous la Troisième République. Une élémentaire coopération internationale, à la fois policière et anti-terroriste, se met progressivement en place depuis la conférence internationale de Madrid de 1898<sup>5</sup>. Le temps de guerre a commencé d'affecter le fonctionnement du renseignement, par une nécessité absolue. Dès l'été 1914, la recherche d'informations affecte, par exemple, l'organisation de la censure télégraphique suivie par le contre-espionnage aux fins d'intercepter des communications ennemies<sup>6</sup>. Ainsi, les pays belligérants devaient arrêter les espions sur leur territoire, fonction dévolue à l'autorité militaire ou policière. En France, cette mission de prévention des suspects et de répression de l'espionnage, dans la zone militaire des combats et à l'arrière, engagea l'arme de la gendarmerie dans une mission inédite<sup>7</sup>. De nouvelles missions de surveillance des individus civils et militaires suspects lui revenaient : la surveillance de la circulation, des frontières, des populations ; la lutte contre les indiscretions par le contrôle de la correspondance, la saisie des publications censurées et interdites par l'autorité militaire ou préfectorale ; la traque contre les agissements douteux enfin (colombophilie, un des moyens de communication des espions, menées antipatriotiques diverses, lueurs et signaux lumineux à l'intention de l'ennemi pour le renseigner).

Enfin, il faut parler d'une géopolitique du renseignement en distinguant son organisation aux frontières et à l'étranger, dans la zone des opérations, sur le champ de bataille, à l'arrière et ciblant les départements occupés par les Allemands dans un espace stratégique à deux niveaux : national c'est-à-dire à l'intérieur, international et mondialisé dans des espaces stratégiques naval, aérien et continental<sup>8</sup>. L'organisation des moyens et des structures devrait en découler logiquement. La grande nouveauté qui emporte une évolution de la stratégie et des armes procède de la guerre totale que se livrent les belligérants pendant

---

<sup>5</sup> Thomas Bausardo, *Les Coopérations internationales de la France en matière de lutte anti-terroriste 1898-1989*, doctorat d'histoire contemporaine des relations internationales, Université de Paris 4-Sorbonne, 2015, p. ?.

<sup>6</sup> Jean-Claude Delhez, *La France espionne le monde (1914-1919). Les exploits des briseurs de codes*, Paris, Economica, 2014, p. 61-69 sur la radio et les communications.

<sup>7</sup> Louis N. Panel, *Gendarmerie et contre-espionnage (1914-1918)*, Maisons-Alfort, Service historique de la gendarmerie nationale, 2004, 250 p. et *La Grande Guerre des gendarmes. « Forcer, au besoin, leur obéissance ? »*, Paris, NME, 2013, 611 p.

<sup>8</sup> Gérald Arboit (dir.), *Renseignement et avant-guerre de 1914 en Grande Région*, Paris, Ed. du CNRS, 2016, 160 p.

plus de quatre ans. Dans son ouvrage intitulé *La guerre totale*, le général Ludendorff souligne les ruptures fondamentales qu'apporterait la guerre du XX<sup>e</sup> siècle, en premier lieu la Grande Guerre, avec les conflits passés entre les Etats, y compris celui de 1866 et la guerre franco-prussienne de 1870-1871, et en dépit de la mobilisation française inédite de la nation en 1870-1871<sup>9</sup>. Partant de l'analyse clausewitzienne de la guerre, il pose une distinction préalable entre la nouvelle guerre totale qui n'est, ni essentiellement ni exclusivement, l'affaire des armées, mais du peuple tout entier en son corps et en son âme qui sont entraînés dans la guerre directement et indirectement. L'explication de la guerre totale dépasse la seule transformation politique des sociétés, l'établissement du service militaire obligatoire qui élargit le devoir militaire au peuple tout entier<sup>10</sup> ou l'évolution des systèmes d'arme.

La guerre secrète y tient une place singulière, en des espaces stratégiques qui imbriquent imparfaitement les fronts<sup>11</sup>. En application de la guerre secrète, des nouveautés tactiques émergent telles la dépose d'agents par moyen aérien derrière les lignes ennemies, le sabotage d'objectifs militaires ou logistiques, la mise sur pied de réseau d'évasion et d'action dans les territoires occupés en France et en Belgique par exemple sur le front occidental<sup>12</sup>. En 1914-1918, les ingrédients de la guerre secrète moderne achèvent d'être rassemblés. Au cœur de propagandes nationales vite libérées à l'intention des opinions publiques, tant nationales qu'étrangères, la désinformation, la subversion et bientôt l'intoxication s'expérimentent en 1914-1918. Renforcés et incorporés aux états-majors, les moyens ou services de renseignement s'ingénient à déployer des opérations secrètes qui portent l'espoir de percée ou de rupture que le blocage stratégique des fronts semble interdire durablement jusqu'en 1918. Echelle désormais stratégique du renseignement militaire et naval, dépose d'agents par avion derrière les lignes ennemies et collecte de renseignement opérationnel, développement du renseignement technique par l'écoute des communications par fil, téléphonique et télégraphique, par câble, notamment sous-marin, percement à jour des négociations

---

<sup>9</sup> Erich Ludendorff, *La Guerre totale*, Paris, Flammarion, 1937, p. 9. Sur le conflit de 1870-1871 appréhendé comme une marche vers la guerre totale, on prendra Armel Dirou, *La Guérilla en 1870. Résistance et terreur*, Paris, Bernard Giovanangeli éditeur, 2014, p. 21 *sq.*

<sup>10</sup> Sur ce point, on renvoie à Jean-Charles Jauffret (dir.), *Le Devoir militaire en France et en Allemagne aux XIX-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Economica, 2002 ; Bernard Boëne, Michel-Louis Martin, (dir.), *Conscription et armées de métier*, Paris, Economica, 1991 ; Bernard Boëne, *Les Sciences sociales, la guerre et l'armée*, Paris, PUPS, 2014, 277 p.

<sup>11</sup> Christophe Bertrand et alii (dir.), *Guerres secrètes*, Paris, Musée de l'Armée-Invalides, Somogy, 2016, p. 31-35.

<sup>12</sup> « L'espionnage féminin ou un nouvel héroïsme au combat en 1914-1918 », in actes du colloque *Les femmes et la guerre de l'Antiquité à 1918*, colloque de l'Université de Picardie Jules Verne, Amiens 15-16 octobre 2007, Economica, 2010, dir. Marion Trevisi, Ph. Nivet, p. 361-373 ; Sébastien Albertelli, *Histoire du sabotage de la CGT à la résistance*, Paris, Perrin, 2016, 400 p.

diplomatiques et commerciales entre les belligérants et les neutres : la Grande Guerre ne manque pas d'accroître l'empire du renseignement. Empires centraux et alliés ont rivalisé d'innovations dans l'autre guerre qu'ils se livrent, la guerre secrète.

Dans le même temps en Palestine, les opérations britanniques d'intoxication de l'*Intelligence Corps* cherchaient à faire croire, à la fin de 1917, à la vulnérabilité opérationnelle des forces armées alliées en raison d'épizooties (fictives) affectant les chevaux, pour tromper les Allemands et les Turcs. La reprise de la Palestine et de la Syrie par le général Allenby en fut facilitée en 1918<sup>13</sup>. En stabilisant les fronts au Moyen-Orient, l'enjeu était bien de sécuriser les voies de passages océaniques pour l'approvisionnement en matières premières stratégiques minières et agricoles, vitales à l'effort de guerre économique allié en 1917-1918. Complétant les mesures d'intoxication qui relèvent prioritairement des actions des services de renseignement plutôt que de la pure action militaire, le recours au sabotage procure des avantages tactiques explorés par les armées des deux coalitions, y compris pour gêner des productions stratégiques telles les industries sidérurgiques, ainsi que le démontra en 1919 la polémique sur l'absence de bombardement du bassin de Briey, occupé depuis 1915 par les Allemands.

## *2 Information économique, guerre totale et propagandes*

Le renseignement est d'abord l'outil du blocus. Pour Ludendorff, le souvenir du blocus économique contre l'Allemagne organisé par les alliés, notamment les Anglais, à partir du printemps 1915<sup>14</sup> et levé en juillet 1919, témoignait d'une nouvelle façon de mener la guerre. En la sortant du champ de bataille guerrier pour la porter au cœur de la nation et du pays tout en réalisant par les fronts invisibles l'*Einkreisung* que les élites allemandes craignaient, dès avant-guerre, la réalisation de blocs politico-diplomatiques, et bientôt économiques, adverses est un facteur d'accomplissement d'une guerre totale<sup>15</sup>. « Si dans la guerre mondiale, les armées ennemies combattaient déjà sur des zones immenses qui, comme la guerre elle-même, lésaient durement les populations du pays envahi, aujourd'hui, le champ

---

<sup>13</sup> Anthony Clayton, *Forearmed : History of the Intelligence Corps*, Brassey's, 1996, 318 p.

<sup>14</sup> Jean-Jacques Becker, Gerd Krumeich, *La Grande Guerre. Une histoire franco-allemande*, Paris, Tallandier, 2008, p. 151-152.

<sup>15</sup> Lise Galand, *L'encerclement dans la politique extérieure allemande avant 1914*, mémoire de master 2, Université de Paris-Sorbonne, 2011.

de bataille au sens propre du mot, s'étendra sur la totalité des territoires des peuples belligérants. La population civile, comme les armées, subira l'action directe de la guerre, quoique échelonnée dans chacune de ses parties, elle aura à souffrir de ses moyens indirects, matériels et moraux du blocus de la faim et de la propagande ennemie, tout comme naguère, les habitants des places fortes assiégées, que la misère et l'épuisement obligeaient de capituler. La guerre totale ne vise donc pas simplement l'armée, mais aussi les peuples. »

Ce ne sont donc pas seulement les systèmes d'armes et les systèmes d'hommes qui intéressent tant la sociologie militaire qui réalisent seuls la guerre totale, mais bien ceux-ci renforcés des systèmes d'informations modernes reliant censure, propagande et renseignement à la faveur des (r)évolutions techniques récentes des communications depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>16</sup>, des fronts invisibles de l'économie de guerre et de la mobilisation industrielle de la guerre<sup>17</sup>. Il s'agit bien d'une économie de guerre spécifique, organisée en tant que telle, et polarisée par le rationnement, la pénurie, la production de guerre par une mobilisation industrielle inédite. Afin de contrôler le commerce international, les deux coalitions multiplient, à compter du printemps 1915, des mesures de blocus et de contre-blocus économiques. Les alliés dressent des listes noires et blanches recensant les entreprises autorisées ou pas à commercer avec les belligérants des deux camps. Ces listes doivent rendre effective l'interdiction ou l'autorisation de vente de produits stratégiques, qu'il s'agisse de matières premières minières, agricoles ou de produits semi-finis et finis servant directement ou pas l'effort de guerre. Aussi un bureau interallié est-il organisé à l'automne 1916 pour échanger des informations sur le commerce avec et au sein de l'Entente, incorporant la Russie.

La propagande à l'égard des populations est également une affaire du renseignement. Depuis 1914, le Centre de renseignement de Réchésy est animé par un médecin alsacien patriote, Pierre Bucher (1869-1921), dans le Sundgau. Encouragé par le colonel Andlauer responsable de l'antenne du service de renseignement à Belfort, le centre édite un bulletin à

---

<sup>16</sup> Pascal Griset, *Technologie, entreprise et souveraineté : les télécommunications transatlantiques de la France (1869-1954)*, Institut d'histoire de l'industrie, Editions Rive-Droite, 1996, 780 p. et « De la télégraphie sans fil à l'électronique : une autre « guerre secrète » entre renseignement, combats et industrie privée », in *Guerres secrètes*, *op. cit.*, p. 36-39.

<sup>17</sup> Dominique Barjot (dir), *La Mobilisation de la nation à l'ère de la guerre totale. Armer, produire, innover, gérer*, actes du colloque international de 2005, Paris, Economica, 2012. On se permet de renvoyer à notre étude, « La question du blocus en 1914-1918 » in Jean Baechler, Georges-Henri Soutou (dir.), *Guerre, économie et fiscalité*, Paris, Hermann, 2016, p. 129-135.



destination des populations locales dès janvier 1915. Puis il dépouille la presse allemande et des documents interceptés, interroge les prisonniers, dans un travail typique du renseignement militaire de 1914-1918<sup>18</sup>. Dans le même temps, les services de contre-espionnage, menés par le commandant Ladoux, cherchent à enrayer en Suisse l'action du service du colonel Nicolai. Ladoux est responsable du contre-espionnage militaire, en liaison avec la Sûreté nationale du ministère de l'Intérieur, quand la section de centralisation de renseignements est créée par Millerand en mai 1915 en vue de coordonner espionnage et contre-espionnage militaire et policier. Fin 1915, les missions du 2<sup>e</sup> bureau passent sous l'autorité d'un nouveau 5<sup>e</sup> bureau, couvrant le renseignement, la propagande et désormais la guerre économique. A la faveur du gouvernement Briand (novembre 1915-mars 1917) et des buts de guerre économiques alliés définis à partir de 1916, le 5<sup>e</sup> bureau supervise les premières armes de la guerre économique au XX<sup>e</sup> siècle. Côté allemand, le *Nachrichtendienst* dirigé par le colonel Walter Nicolai depuis 1913, entraîné à réprimer l'espionnage français en Alsace-lorraine annexée avant 1914, connaît une évolution parallèle à celle du renseignement français. D'organe de collecte et d'exploitation du renseignement militaire humain et technique, il évolue après 1917 vers un renseignement plus politique, intégrant la dimension de la propagande, autant à l'égard de l'extérieur (l'ennemi, le neutre) que vers l'intérieur (l'Allemagne). Il assume un rôle de police politique quand la guerre se colore d'idéologie pour la victoire à tout prix. Le service est dissout en 1919.

La Première Guerre mondiale fut ainsi un formidable affrontement de propagandes, de censures. Elle fut une bataille de l'information, par journaux interposés, créés de toute pièce ou rachetés, diffusés auprès des populations de l'adversaire ou des pays neutres pour les faire basculer. Diffuser de fausses bonnes nouvelles ou de vraies mauvaises nouvelles pour rompre le front des opinions publiques constitua un enjeu en soi. C'est pourquoi les services secrets trouvèrent un terrain propice à ces actions clandestines de désinformation-propagande dans les pays neutres, notamment la Suisse, la Hollande et l'Espagne, et les pays scandinaves dans une moindre mesure. La Suisse devient un carrefour européen de la guerre secrète en 1914-1918, eu égard à sa position géographique. L'écrivain Somerset Maugham fut par exemple recruté en 1915 par le MI6 qui l'envoya en Suisse monter un réseau d'agents

---

<sup>18</sup> Gisèle Loth, *Un Rêve de France. Pierre Bucher, une passion française au cœur de l'Alsace allemande 1869-1921*, Strasbourg, La Nuée bleue, 2000, 350 p.

sur l'Allemagne impériale. Il y demeura jusqu'en 1917, avant d'apprécier la situation révolutionnaire en Russie fin 1917. Il prévoyait tôt l'arrivée au pouvoir des Bolchéviks.

Désinformer, manipuler l'information dans la presse, contrer les actions des agents doubles ou de pénétration ennemie, le renseignement moderne plonge ses racines dans la Grande Guerre qui installe le principe de systèmes d'information nouveaux reliant le renseignement à la censure, la propagande, la guerre secrète<sup>19</sup>. L'accroissement des moyens humains, financiers et techniques du renseignement date bien de 1914-1918. Mais le renseignement retrouva la place de second rang dans les enjeux de défense nationale après 1918, avant que les idéologies modernes n'en fassent une arme privilégiée du contrôle coercitif des populations. La guerre avait néanmoins démontré qu'il pouvait concourir à l'encadrement des opinions publiques

### *3 Nouveautés techniques et stratégiques du renseignement*

Le renseignement est tardivement entré dans la stratégie. Distinct de la reconnaissance que les armes mettaient en œuvre de longue date dans l'histoire de la guerre, il a été progressivement incorporé aux doctrines stratégiques et à la conduite opérationnelle au cours de la Première Guerre mondiale, sans que les armées allemandes ou alliées ne lui doivent leurs succès et leurs échecs en 1914. Au-delà des surprises stratégiques de l'entrée en guerre, les nouveautés du renseignement dans la Grande Guerre furent la prise en compte définitive du renseignement technique, d'abord du chiffre, puis des écoutes, enfin les coopérations interalliées d'état-major en vue de l'exploitation du renseignement militaire au niveau stratégique en 1918. Entré dans la planification opérationnelle en France, Allemagne et Grande-Bretagne au tournant de la Première Guerre mondiale, le renseignement est placé au cœur des stratégies alliées durant la Seconde Guerre mondiale, conforté dans les doctrines de dissuasion et par les systèmes d'armes de l'âge stratégique nucléaire<sup>20</sup>.

Il revenait au maréchal Foch, par le commandement unique des armées alliées progressivement établi au printemps 1918, de mettre en œuvre une exploitation du renseignement stratégique des armées alliées sur le front occidental pour éviter la surprise d'une attaque allemande. Mais si une coopération élémentaire en matière d'exploitation

---

<sup>19</sup> Olivier Forcade, *La Censure en France pendant la Grande Guerre*, Paris, Fayard, 2016, p. 356-360.

<sup>20</sup> INHESJ, *Cahiers de la Sécurité*, « Le défi du renseignement », n° 13, juillet-septembre 2010.

s'institue au sein des états-majors alliés, elle ne se conçoit pas encore pour la collecte. Elle intervient lors de l'analyse du renseignement technique, au niveau tactique et opérationnel, lors des grandes offensives allemandes du printemps 1918 (Somme, Aisne, Flandre, Oise). Les manœuvres combinées alliées de l'automne 1918 renforcent certes cette coopération, principalement opérationnelle et tactique, entre les sections du chiffre des QG américain, anglais et français. C'est donc encore un renseignement stratégique largement national qui prévaut en 1918.

La Première Guerre mondiale intronise la cryptographie, c'est-à-dire l'opération de chiffrement rendant un texte clair inintelligible par des modifications diverses le transformant en texte chiffré ou cryptogramme, comme moyen essentiel et permanent d'information des états-majors. Le chiffrement permet de coder un texte selon des règles et la clé du système de chiffrement. Le déchiffrement modifie un texte codé en texte clair. C'est la France qui est précurseur en matière de chiffrement-déchiffrement et de décryptement, à savoir l'établissement des règles et des clés du système mis en œuvre lors du déchiffrement<sup>21</sup>. Elle doit cette prééminence à l'avance prise par la cryptographie militaire lancée par le général Lewal en 1886-1890, et à la cryptanalyse avant 1914. L'organisation de la section du chiffre, attachée à l'état-major de l'armée avant-guerre, est établie dès 1907 par le colonel Givierge. En outre, l'interruption du décryptement diplomatique du Quai d'Orsay au printemps 1914, due aux indiscretions de la presse sur l'espionnage français des télégrammes diplomatiques étrangers lors de l'affaire judiciaire Caillaux, donne à la section du chiffre le monopole d'interception des communications ennemies pendant la guerre. La section du chiffre décrypta progressivement les radiotélégrammes diplomatiques des Etats belligérants comme ceux des neutres (Espagne, Grèce...). Il revient aux grands quartiers généraux d'exploiter les décryptements au niveau opérationnel et tactique. Dans le cas français, les armées, jusqu'au niveau divisionnaire, y recourent systématiquement au début de 1916. L'imminence de l'attaque allemande sur Verdun est ainsi connue par l'interception des radiotélégrammes allemands avant le 21 février. Mais le haut-commandement ne s'y fia pas.

---

<sup>21</sup>David Kahn, *The Codebreakers. The Comprehensive history of Secret Communication from Ancient Times to the Internet*, New York, Scribner, 1996, 1181 p. ; Agathe Couderc, « Renseignement technique et secret militaire en 1914-1918 : le chiffre français pendant les premiers mois de la Grande Guerre », in *Stratégique*, janvier 2014, n° 105, p. 55-70.

L'Allemagne découvre véritablement l'intérêt des interceptions en 1916, car les Français et les Anglais recourent de plus en plus aux communications radio. Ils créent alors l'*Abhochdienst* (service d'écoute), dont la station principale est à Neumünster. Les clefs du procédé *Playfair* anglais de codage étaient percées, fin 1916, en une journée. Sur le front ouest, le GQG allemand de Spa en Belgique, intercepte les messages téléphoniques alliés de première ligne. Les conversations sont écoutées, au travers du sol par des dispositifs à induction ou par branchement sur les fils ennemis. Le caractère statique des fronts facilite donc l'interception de quantités croissantes d'informations dans les deux camps, au point que des codes de tranchées, ultime développement cryptographique de la guerre, sont inventés. Des succès tactiques en découlent. Après février 1916, le carnet de chiffre se développa côté français, pour faciliter les communications en télégraphie sans fil par les petites unités, en raison des interceptions téléphoniques françaises par les Allemands. Ces carnets réduits, avec des petits codes à trois lettres, étaient remplacés périodiquement. L'Allemagne fit de même un an plus tard. C'est en mars 1918 que les codes de tranchées allemands passèrent en mode surchiffré. A l'inverse, les décrypteurs austro-hongrois percèrent les codes russes dès la mobilisation et les premiers cryptogrammes italiens dès le 5 juin 1915. Ils découvrirent régulièrement les chiffres italiens, dont le chiffre rouge de l'état-major italien, jusqu'en 1917. Sans doute la guerre des codes secrets n'explique-t-elle pas seule la victoire alliée, mais elle contribua à quelques basculements.

Le télégramme Zimmerman, intercepté par les Anglais le 16 janvier 1917, frappa l'opinion publique américaine. Le ministre des Affaires étrangères Arthur Zimmerman, communiquant secrètement avec son ambassadeur à Mexico, s'efforçait de faire entrer le Mexique en conflit avec les Etats-Unis afin de les dissuader d'intervenir en Europe. Intercepté et décrypté en février par le service d'écoute de l'amirauté britannique (ID-25) ou « Room 40 », ce radiotélégramme permit aux Anglais, le communiquant à Wilson qui organisa sa fuite dans la presse d'outre-Atlantique le 1<sup>er</sup> mars 1917, de faire pression sur le gouvernement américain. Le coulage du paquebot américain *Lusitania*, transportant des civils et 200 tonnes de munition et d'armement le 7 mai 1915 par un sous-marin allemand facilite la mise en place d'une stratégie alliée qui va ruiner celle du II<sup>e</sup> Reich. Après 18 mois d'hésitation, l'empereur Guillaume II décrète la guerre totale sous-marine contre les alliés en janvier 1917, entraînant l'entrée en guerre des Américains dont le commerce est considérablement gêné. A coup de propagandes devant l'opinion publique internationale, qui incorporent des opérations de déception et de mystification dénonçant, tout à tour, le mépris du droit international qu'ils

bafouent eux-mêmes par des navires-pièges, les ruses de « Germania », les atteintes aux civils et la barbarie des « boches », les alliés retournent en partie l'opinion des neutres.

Mais en définitive, si le renseignement autorisait désormais des succès tactiques, ce fut seulement à la fin de la guerre que des basculements stratégiques s'opèrent à la faveur de renseignements. Ainsi l'information de l'offensive allemande entre Compiègne et Montdidier, déclenchée le 8 juin 1918, fut-elle obtenue par les décryptements de Painvain à la section du chiffre française le 3 juin<sup>22</sup>. En dépit des ruptures du renseignement d'écoute et d'interception comme de l'incomplétude permanente du renseignement opérationnel technique, par exemple dans les opérations terrestres ou navales entre 1914 et 1918, le déchiffrement des communications allemandes par la section du chiffre du capitaine Painvin permet donc de découvrir l'intention de manœuvre stratégique allemande et de briser l'offensive allemande qui menace Paris<sup>23</sup>. La guerre secrète des codes et des chiffres est l'autre visage du renversement stratégique et de la victoire de l'*Intelligence* sur les armes.

La Grande Guerre confirme le dialogue entre renseignement et diplomatie : diplomatie secrète, diplomatie du secret marquent toute la guerre, jusqu'aux discussions avortées austro-françaises de 1917 sur la possibilité d'une paix séparée de l'Empire austro-hongrois. Le renseignement entre dans le suivi des négociations secrètes de paix en 1916, et jusqu'à la Conférence de la paix à Versailles puisque les délégués allemands sont écoutés par le SR français avant de se voir imposer la signature du traité de paix.

D'autre part, le renseignement entre progressivement dans l'ordre stratégique, progressivement. La surprise stratégique l'emporte au début de la guerre sur l'anticipation stratégique, selon la formule du général Buat. Pourtant, en juin 1918, l'histoire du télégramme Painvin confirme qu'il est bien entré dans la culture stratégique des alliés et du haut commandement français<sup>24</sup>. Le renseignement technique a établi une supériorité sur le renseignement humain qu'il ne saurait plus abandonner.

---

<sup>22</sup> Agathe Couderc, « Renseignement technique et secret militaire en 1914-1918 : le chiffre français pendant les premiers mois de la Grande Guerre », in *Stratégique*, janvier 2014, n° 105, p. 65-70.

<sup>23</sup> Jean-Claude Delhez, *La France espionne le monde (1914-1919). Les exploits des briseurs de codes*, Paris, Economica, 2014, p. 89-93.

<sup>24</sup> Olivier Forcade, « Actualité scientifique du renseignement », in *Stratégique*, janvier 2014, p. 5-10.